

# Après sept mois de conflit, les métallos de Florange bientôt fixés sur leur sort

LE MONDE | 26.09.2012 à 11h33 • Mis à jour le 26.09.2012 à 15h58

Par Cédric Pietralunga, avec Jean-Pierre Stroobants (à Bruxelles)



Arnaud Montebourg est attendu, le jeudi 27 septembre, sur le site du sidérurgiste ArcelorMittal, avec "des propositions concrètes". | REUTERS/François Lenoir

Après sept mois de manifestations, de blocages de la production et d'échauffourées avec les CRS ou les vigiles de leur usine, les métallurgistes de Florange devraient enfin être fixés sur leur sort.

Un comité central d'entreprise extraordinaire est convoqué lundi 1er octobre à 9 h 30 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), au siège d'ArcelorMittal. Au menu : une "information sur la situation économique et industrielle de la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine".

Mais, dès jeudi 27 septembre, le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, se rendra en Moselle afin de rencontrer les syndicalistes. Il compte leur "*faire des propositions concrètes*".

Officiellement, aucun accord n'a encore été trouvé entre le gouvernement et le numéro un mondial de la sidérurgie, qui a mis en sommeil en 2011 les deux hauts-fourneaux de Florange ainsi qu'une partie de ses lignes de packaging, faisant peser la menace d'un plan social qui pourrait concerner jusqu'à 600 salariés sur les 2700 que compte le site.

*"Depuis dix jours, les réunions s'enchaînent dans un esprit apaisé et constructif, mais rien n'est encore arrêté",* assurait-on mardi soir chez le sidérurgiste. Du côté du gouvernement, on estime que le temps n'est plus à la discussion. *"Le conflit dure depuis le 20 février, cela suffit, il est temps de trouver une issue acceptable par tous",* explique-t-on à Bercy.

## ARRÊTER LA "PHASE À CHAUD"

L'exécutif craint une radicalisation à Florange. Alors que les métallos s'étaient contentés ces dernières semaines d'occuper différents ateliers ou locaux administratifs, afin de perturber l'activité de l'aciérie, ils ont bloqué lundi soir les TGV circulant entre la France et le Luxembourg. Ils envisageaient mardi après-midi de manifester sur l'autoroute, avant d'y renoncer en apprenant la

visite de M. Montebourg.

Le ministre du redressement productif veut aussi aller vite au vu de ce qui se passe en Belgique, où ArcelorMittal a décidé de fermer définitivement deux hauts-fourneaux à Liège et où les syndicalistes essaient, comme en France, de sauver leur aciérie.

Lundi 24 septembre, le sidérurgiste a confirmé à Jean-Claude Marcourt, le ministre de l'économie du gouvernement régional de Wallonie, qu'il comptait arrêter la "phase à chaud" de Liège, c'est-à-dire la production d'acier proprement dite.

### REMISE EN CAUSE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT

ArcelorMittal a surtout indiqué, qu'il refusait de la vendre à un repreneur, torpillant l'espoir syndical de voir les collectivités locales participer à la relance d'un "mini Cockerill" – groupe sidérurgique fondé en Belgique au début du XIX<sup>e</sup> siècle et racheté en 1998 par Usinor, lui-même absorbé par Arcelor en 2006.

S'appuyant sur un rapport du bureau d'expertise français Syndex, M. Marcourt avait évoqué l'hypothèse de créer un petit groupe sidérurgique indépendant, qui aurait nécessité l'injection de 300 millions à 1 milliard d'euros et la cession des outils de production par ArcelorMittal.

Or, si le sidérurgiste s'y refuse, il a aussi prévenu qu'il n'achètera jamais de la fonte produite à Liège et interdira à ses sous-traitants de le faire ! De plus, ArcelorMittal a confirmé, lors de cette réunion, que si les négociations sur le plan social à Liège n'aboutissaient pas rapidement avec les organisations syndicales, il remettrait en cause un plan d'investissements de 138 millions d'euros pour la "phase à froid" de Liège, c'est-à-dire la transformation de l'acier (laminoirs, etc.), où plus de 2 000 métallos sont encore employés.

### "ON NE REVIENDRA PAS À LA SITUATION ANTÉRIEURE"

*"L'exemple liégeois est effrayant pour nous, s'inquiète Edouard Martin, délégué CFDT à l'aciérie de Florange. En résumé, Mittal dit : "Faites ce que je vous demande ou je vous punirais encore plus fort." C'est un message de défiance envoyé à Montebourg et au gouvernement français."*

Afin d'accélérer les choses, M. Montebourg aurait demandé à Emmanuel Macron, le secrétaire général adjoint de la présidence de la République, d'organiser jeudi matin une réunion de la dernière chance à l'Élysée, à laquelle François Hollande et Lakshmi Mittal, le PDG du groupe sidérurgique, pourraient participer. *"La question de l'avenir du site ArcelorMittal de Florange va être désormais traitée au sommet de l'État et (...) le dénouement devrait, en conséquence, être rapide"*, s'est réjoui Michel Liebgott, député PS de Moselle.

Reste une interrogation : que peuvent obtenir MM. Montebourg et Hollande ? Leur entourage reste pour le moment très discret, et ArcelorMittal se refuse à tout commentaire, preuve que les discussions sont âpres. *"On ne reviendra pas à la situation antérieure, mais il y aura du mieux par rapport au scénario envisagé par Mittal"*, assure simplement une source proche des négociations.

Echaudés, les syndicats n'ont pas l'intention de relâcher la pression : mercredi matin, ils ont de nouveau bloqué les lignes de galvanisation de Florange, mettant la plus grosse partie de l'aciérie à l'arrêt.

Cédric Pietralunga, avec Jean-Pierre Stroobants (à Bruxelles)